

URGENCE CLIMATIQUE JUSTICE SOCIALE

Les suites du Sommet de Copenhague... Conférence Mondiale des Peuples sur le Changement Climatique et les Droits de la Terre-Mère, Cochabamba, Bolivie

Début avril à Bonn, lors de la reprise des négociations officielles, Yvo de Boer (secrétaire exécutif de la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique – CCNUCC) déclarait qu'il n'y aurait pas d'accord sur le climat en 2010, compte tenu de l'enlisement actuel des négociations officielles. Dans le même temps, les émissions mondiales continuent à croître et les financements ne sont pas au rendez-vous. C'est donc du côté de Cochabamba qu'il faut se tourner...

La Bolivie, qui fait partie des rares pays à s'être positionné publiquement contre le calamiteux accord de Copenhague, a pris l'initiative d'inviter gouvernements, scientifiques, institutions internationales, ONG et mouvements sociaux à une « *Conférence Mondiale des Peuples sur le Changement Climatique et les Droits de la Mère Terre* », du 20 au 22 avril (<http://cmpcc.org/>).

Quelles que soient les appréciations que l'on peut avoir sur l'intitulé de la rencontre ou de certains des groupes de travail, c'est aujourd'hui la seule initiative internationale qui s'est donnée pour objectif de transformer le rapport de force pour infléchir l'agenda

international sur les enjeux climatiques et environnementaux.

Tout en rejetant les solutions préconisées par la Banque Mondiale ou le G20, cette conférence a permis de décentrer les enjeux des négociations officielles, en mettant en lumière les enjeux sociaux, politiques et géopolitiques des solutions à apporter au changement climatique.

Un Accord des peuples a été adopté au terme de la conférence, qui affiche un programme ambitieux, loin des reculades des dirigeants des pays développés lors du Sommet de Copenhague : « *Il est donc essentiel de lancer un référendum mondial ou une consultation populaire sur le changement climatique par laquelle tou-te-s seront consultés en ce qui concerne les points suivants : le niveau de réduction des émissions des pays développés et des sociétés multinationales, le niveau de financement offert par les pays développés, la création d'un Tribunal international pour la justice climatique et environnemental, le besoin d'une Déclaration universelle des droits de la Terre-Mère, et le besoin de changer le système capitaliste actuel.* »

Retrouvez sur notre site avec les autres articles du *Grain de sable* l'intégralité de l'Accord des peuples (10 pages).